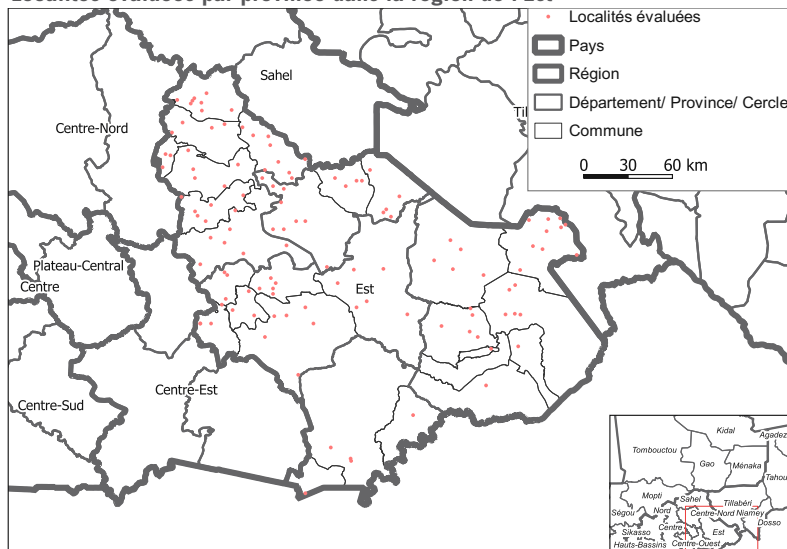


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région de l'Est



Communes couvertes

Province de la Gnagna | Communes de Bilanga, Bogandé, Koala, Liptougou, Mani, Piela, Thion

Province du Gourma | Communes de Diabo, Diapangou, Fada n'gourma, Matiakoali, Tibga, Yamba

Province du Kompienga | Communes de Kompienga, Madjoari, Pama

Province de la Tapoa | Communes de Botou, Diapaga, Kantchari, Logbou, Namouno, Partiaga, Tambaga, Tansarga

Province de la Komondjari | Communes de Bartiebourgou, Foutouri, Gayeri

Couverture de l'évaluation

- 183** IC interviewés
 - **180** ont visité les localités au cours des 30 derniers jours
 - **3** ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 derniers jours
- 162** localités évaluées
- 5/5** Provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 741 655 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso à la date du 31 janvier 2022¹.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région de l'Est, au mois de janvier 2022. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](https://reachresourcecenter.org).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'Admin 3 (commune) ont été évaluées.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 11 janvier et le 02 février 2022. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Est				
	Gnagna	Gourma	Kompienga	Tapoa	Komondjari
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	69%	71%	62%	44%	40%
L'arrivée de nouvelles PDI au cours des 30 derniers jours ²	3%	20%	31%	6%	4%
L'arrivée de retournés au cours des 30 derniers jours ²	0%	0%	0%	0%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	21%	31%	77%	8%	36%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	23%	35%	77%	19%	44%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ³	0%	12%	31%	8%	4%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels ³	0%	10%	23%	8%	4%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	23%	39%	15%	17%	48%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ⁴	74%	86%	100%	75%	80%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche ³	62%	61%	100%	86%	96%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	38%	61%	100%	56%	92%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), janvier 2022

2. Pourcentage calculé par rapport à la totalité des localités ayant rapporté la présence du groupe de population en question lors des 30 derniers jours.

3. La définition de « accès à distance de marche » est laissée à la discrétion des IC

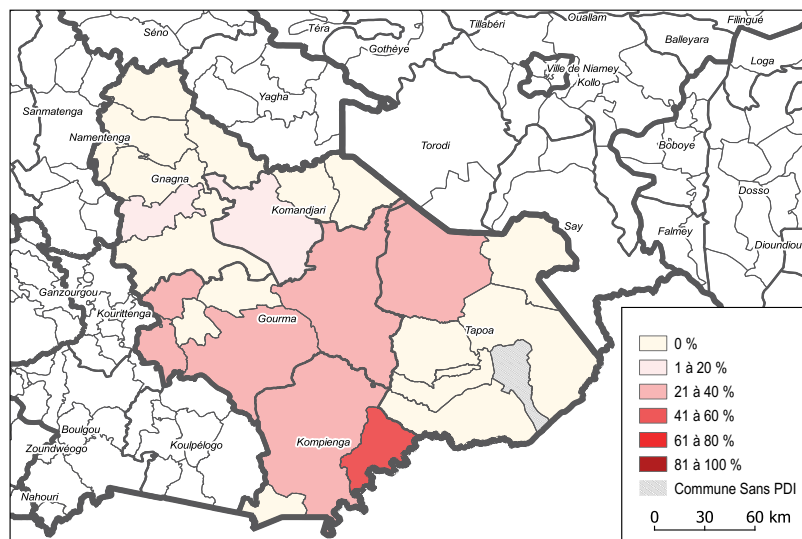
4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées où les IC signalaient une arrivée de personnes déplacées internes dans les 30 derniers jours :



Au mois de janvier 2022, la situation sécuritaire continuait de se dégrader entraînant des déplacements massifs de population. La région de l'Est est l'une accueillant le plus de PDI. En effet selon les données du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) sur la situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso, la région de l'Est accueillait 151 706 PDI au 31 janvier 2022¹. La présence de ces PDI a été rapportée dans plus de 59% des localités évaluées. Selon les IC, c'est dans le Gourma et la Gnagna que la présence de PDI était rapportée dans le plus grand nombre de localités évaluées. Ces PDI représentaient moins de la moitié de la population d'origine dans la majorité des localités évaluées (91%). Cependant dans 4% des localités évaluées dans la région, elles représentaient plus de la moitié de la population notamment dans la Kompienga et le Gourma selon les IC. Les principales raisons des déplacements des populations étaient selon les IC, les violences dans les localités (90% des localités évaluées) et les déplacements préventifs (9%). Par ailleurs les IC rapportaient que les PDI de la Kompienga et de la Komondjari sont originaires des mêmes provinces. Par contre, celles des trois autres provinces sont originaires d'autres provinces de la région sauf dans la Gnagna où les IC ont rapporté la présence de PDI venant de la province du Seno.

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région de l'Est)² :

Violence dans la localité d'origine	90%	
Déplacement préventif	9%	

Principales provinces ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI / retournés :

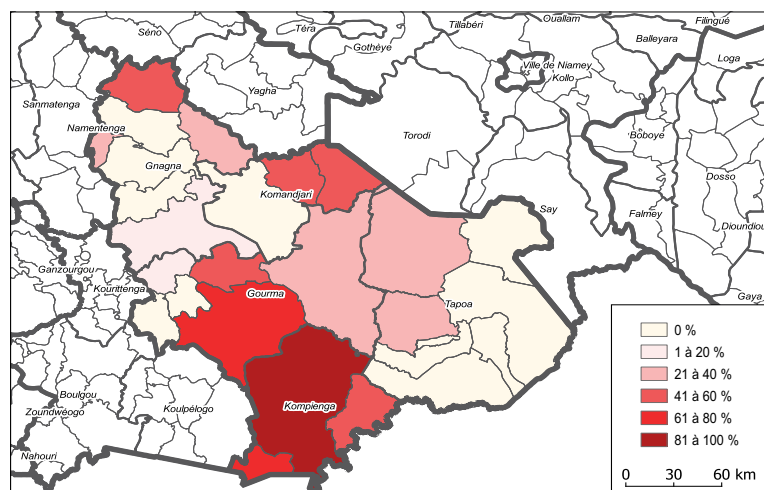
PDI		Retournés ⁵	
1	Gourma 71%	1	Kompienga 8%
2	Gnagna 69%	2	Gourma 2%
3	Kompienga 62%		

La présence du groupe des personnes retournées a été faiblement rapporté par les IC dans les localités évaluées (1%). Ces personnes retournées sont plus signalées par les IC dans la Kompienga et le Gourma notamment dans les communes de Fada-N'gourma et Pama.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

L'accès à une alimentation suffisante constituait une préoccupation pour certaines populations de la région de l'Est. La disponibilité actuelle (février-mars) des denrées de première nécessité est en dessous de la moyenne sur les marchés à cause de la baisse de la production agricole et la baisse des flux extérieurs et intérieurs de céréales⁶. Ainsi l'accès à la nourriture n'était pas suffisant dans 28% des localités évaluées dans la région. Les principales raisons de cet insuffisance de nourriture étaient l'accroissement des prix (91% des localités évaluées), l'épuisement des stocks (76%) et l'insécurité dans l'accès aux terres et aux cours d'eau (58%)⁷. Par ailleurs dans 34% des localités évaluées les IC rapportaient que la majeure partie de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels. La raison évoquée dans la majorité des localités évaluées (93%) était l'insécurité. Les activités de subsistance les plus perturbées étaient l'élevage de bétail (81% des localités évaluées), le commerce (81%) et l'orpaillage (44%)⁷.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'absence de marchés fonctionnels à distance de marche, et principale raison^{8,9} :

Région de l'Est	%	Marché non sécurisé
Gourma	10%	Marché non sécurisé
Tapoa	8%	Marchés trop éloignés
Komondjari	8%	Marché non sécurisé
Kompienga	8%	Marchés trop éloignés

% de localités évaluées dans la région de l'Est où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :



5. Aucun IC n'a signalé la présence de retournés dans les localités enquêtées de la Gnagna, de la Tapoa, et de la Komondjari.

6. FEWS NET, Burkina Faso [Perspectives sur la sécurité alimentaire février - septembre 2022](#)

7. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

8. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.

9. Dans les provinces de la Gnagna, des marchés fonctionnels étaient accessibles depuis l'ensemble des localités évaluées selon les IC.



Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

Santé et Nutrition

% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche¹⁰, et principale raison de contrainte d'accès^{7 10}:

Région de l'Est	9%	■	Pas de travailleurs de santé
Kompienga	31%	■	Pas de travailleurs de santé
Gourma	12%	■	Pas de travailleurs de santé
Tapoa	8%	■	Pas d'infrastructure de proximité
Komondjari	4%	■	Pas de médicaments disponible

La dégradation de la situation sécuritaire impactait les services de santé dans la région. En effet, dans 9% des localités évaluées, les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche. La principale raison de cet absence était le fait que les travailleurs de santé ont cessé de travailler ou se sont déplacés. Les principaux types de services auxquels la majeure partie de la population avait accès étaient des centres de santé et de promotion sociale (CSPS) dans plus de 99% des localités évaluées où les IC avaient rapporté l'existence des services de santé fonctionnels. Enfin l'absence de programme nutritionnels a été rapporté dans plus de 7% des localités évaluées notamment dans la Kompienga et le Gourma.

Abris et biens non-alimentaires(BNA)

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de PDI où la majorité d'entre eux ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement (top 3 des provinces)¹¹:

Région de l'Est	81%	■
Kompienga	100%	■
Gourma	86%	■
Komondjari	80%	■

La région de l'Est était confrontée à un problème d'accès aux logements adéquats par les PDI. En effet les IC rapportaient que dans plus de 81% des localités évaluées accueillant des PDI, ceux-ci ne vivaient pas dans des conditions adéquates. Dans toutes les localités évaluées dans la province de la Kompienga, les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates. Les deux principales raisons des conditions de vie non adéquates étaient, le manque d'espace fermé pour garantir l'intimité et la protection (75% des localités évaluées) et le manque de sécurité dans le quartier d'habitation (13%). Les PDI de la Tapoa étaient davantage confrontés à des risques d'éviction à cause d'un manque de ressources économiques ou de manque de protection foncière. Selon les IC, les PDI étaient logés gratuitement dans 46% des localités évaluées. Certaines vivaient dans des maisons ou des terrains loués (16% des localités évaluées). Les principaux types d'abris dont disposaient les PDI étaient de trois types à savoir les maisons construites (41% des localités évaluées), les cases traditionnelles (28%) et les constructions non destinées au logement comme les hangars et les dépôts (18%).

Top 3 des raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)^{11 12}:

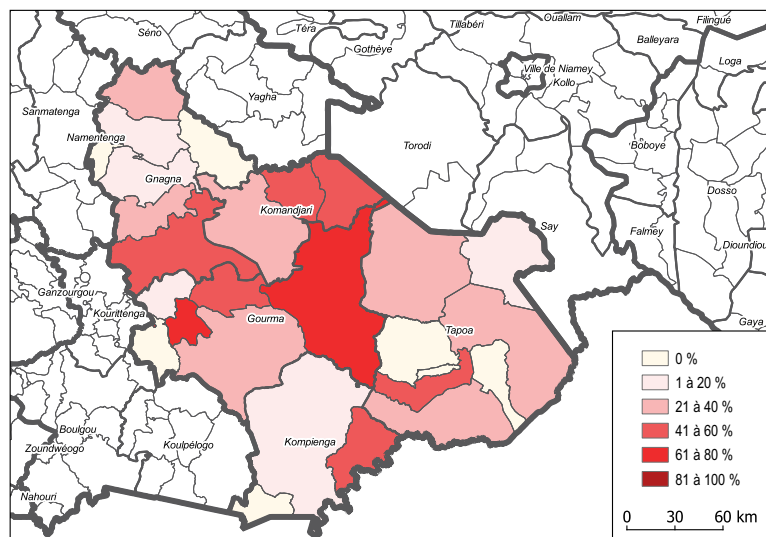
- 1 Manque d'espace fermé qui garantisse l'intimité et protection **55%**
- 2 Risque d'éviction **16%**
- 3 Quartier ou aire non sécurisé **12%**

En matière de biens non alimentaires (BNA), des besoins ont été signalés dans près de 52% des localités évaluées. Parmi ces besoins, les IC ont rapporté les moustiquaires (28% des localités évaluées), les articles de cuisine (21%), et les articles de couchage (19%).

10. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
11. La définition de «adéquates» est laissée à la discrétion de l'IC.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population s'est lavé les mains avec de l'eau seulement.

Région de l'Est	80%	■
Komondjari	92%	■
Tapoa	81%	■
Gourma	80%	■
Kompienga	77%	■
Gnagna	74%	■

L'accès à l'eau par les populations n'était pas satisfaisant dans la région de l'Est. En effet dans près de 30% des localités évaluées, les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins du ménage, notamment dans le Gourma et la Komondjari. La source d'eau utilisée par la majorité de la population était le forage (89% des localités évaluées) selon les IC. Dans plus de 12% des localités évaluées, le temps requis pour rejoindre la source d'eau, attendre, collecter l'eau, et en revenir était comprise entre une heure et moins de la moitié d'une journée. Dans près de 15% des localités évaluées, les IC rapportaient que la population n'accédait pas à certains points d'eau à cause de l'insécurité notamment dans les communes de Bartiébougou et Foutouri dans la Komondjari. Dans le secteur de l'assainissement, les IC rapportaient que dans plus de 64% des localités évaluées, la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre notamment dans la Komondjari et la Tapoa.

% de localités évaluées où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines:

Région de l'Est	64%	■
Komondjari	88%	■
Tapoa	72%	■
Gourma	63%	■
Kompienga	54%	■

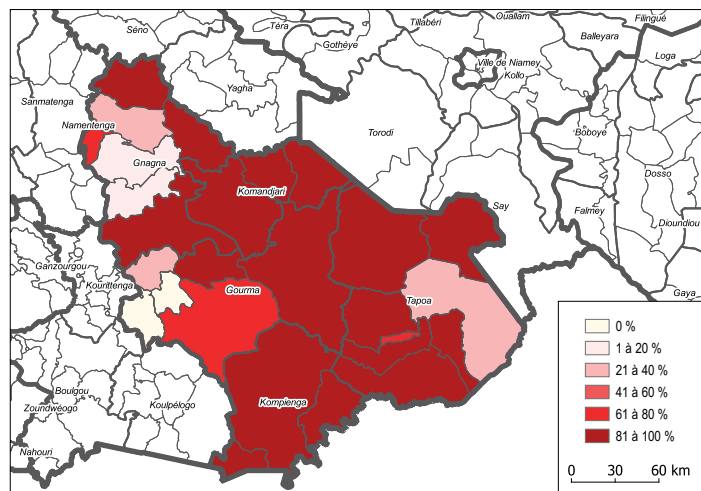
12. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

Education

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche :



La région de l'Est avait un taux de 23,16 % d'écoles fermées faisant d'elle la deuxième région dénombant le plus d'établissements scolaires fermés en janvier 2022¹³. Ainsi selon les IC dans plus de 75% des localités évaluées, la majorité des populations n'avait pas accès à des services éducatifs à distance de marche. Les provinces de la Kompienga et de la Komondjari étaient les plus touchées car selon les IC, dans la quasi-totalité des localités évaluées dans ces provinces, la majeure partie de la population n'avait pas accès à des services d'éducation. Dans la Kompienga, la raison la plus évoquée était le fait qu'il n'y avait plus d'enseignant dans la zone et celle évoquée dans la Komondjari était l'insécurité¹⁴. Par ailleurs les ménages ne disposaient d'aucune stratégie pour palier aux manques de services d'éducatifs dans la majorité plus des localités évaluées (85%).

Principales raisons du manque d'accès à l'éducation (% de localités évaluées)¹⁵

- 1 Manque d'enseignants dans la zone 39%
- 2 Les enseignants ont arrêté de travailler (grève, menaces) 20%
- 3 Les infrastructures sont fermées sur décision des autorités 16%

Communication

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas (top 3 des provinces) :

Région de l'Est	30%	
Kompienga	77%	
Komondjari	44%	
Tapoa	36%	

L'une des stratégies des groupes armés est le sabotage des installations des réseaux de téléphonies mobiles dans les zones en proie à l'insécurité¹⁶. Ainsi dans plus de 30% des localités évaluées, les IC ont rapporté l'absence de réseau de téléphonie notamment dans la Kompienga et la Komondjari. Par ailleurs dans 34% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information sur l'aide humanitaire disponible. Les deux principaux types d'informations qui auraient été les plus utiles étaient des informations sur le contexte sécuritaire (61% des localités évaluées) et les informations concernant l'accès à l'assistance humanitaire (27%) selon les IC.

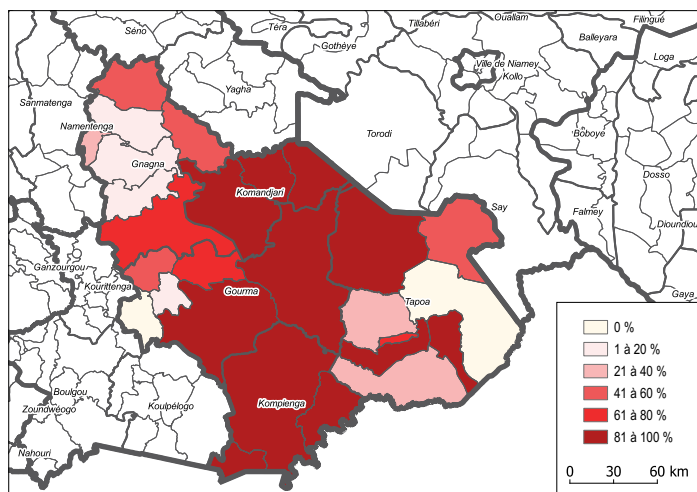
13. MENAPLN (ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales) [rapport statistique mensuel de données d'éducation en situation d'urgence](#) du 31 janvier 2022

14. Les IC ne pouvaient choisir qu'une seule option

15. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé la non fonctionnalité des écoles sur la période.

Protection

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités)^{17 18}

Violence par un groupe armé	88%	
Restriction de mouvement	60%	
Harcèlement	36%	
Criminalité	36%	
Enlèvement	35%	

Dans la région de l'Est, les IC ont rapporté que la majeure partie de la population ne se sentait pas en sécurité dans plus de 62% des localités évaluées. Ces inquiétudes étaient particulièrement présentes dans les provinces de la Kompienga et de la Komondjari notamment dans les communes de Madjoari, Foutouri et Gayeri. Les IC rapportaient des incidents durant lesquels des civils avaient été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent dans 17% des localités évaluées, notamment dans la Kompienga. Les principales préoccupations des populations étaient la violence par un groupe armé (88% des localités évaluées), les restrictions de mouvement (60%), la criminalité et le harcèlement (36%) et les enlèvements (35%)¹⁵.

Redevabilité aux populations affectées

% des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire :

Région de l'Est	11%	
Kompienga	46%	
Gourma	10%	
Tapoa	8%	
Komondjari	8%	
Gnagna	5%	

Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées)¹⁷ :

- 1 Sécurité alimentaire 83%
- 2 Protection 47%
- 3 Education 30%

16. Agence d'information du Burkina, [Le sabotage des antennes téléphoniques prive Gayerie de sa seule institution financière](#), février 2022.

17. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé des inquiétudes en matière de protection.

18. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.